A l’occasion du Salon : quelles perspectives pour l’agriculture française ?

L'agriculture française est au cœur des débats. La santé, le bien-être animal ou encore la pollution inquiètent de plus en plus les consommateurs. L'agriculture biologique essaie de concurrencer l'agriculture productiviste. De plus, des petits producteurs travaillent d'arrache pied pour assurer un salaire minimun qui leur permet de vivre. Quoi qu'il en soit, ces trois types d'agricultures, biologique, productiviste ou locale, sont souvent remis en question. Le bio est-il vraiment bio ? L'agriculture productiviste nuit-elle réellement à notre santé ? Les agriculteurs et agricultrices sont-ils sous payés ?...

L'étude de ces thèmes se fera à partir de trois controverses issues du Monde et toutes trois publiées le 21 février 2020 à l’occasion de cette tradition française qu’est le rendez-vous annuel avec le monde agricole et par extension rural, le fameux Salon de l’agriculture.

Hayo van der Werf est ingénieur de recherche sur l'agriculture, l'alimentation et l'environnement tandis que Christel Cederberg est professeure. Ces deux scientifiques défendent l'agriculture biologique et dénoncent le manque d'informations à propos de ce type d'agriculture.

Certains Français gardent à l'esprit que l'agriculture biologique n'est pas si bonne pour le climat que nous ne l'imaginions. En effet, ce type d'agriculture a un rendement plus faible que le productivisme, on a donc besoin de plus d'espace pour cultiver ce qui engendre une augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Cette transition (passer de l'agriculture

productiviste à l'agriculture biologique) contribuerait donc au rechauffement climatique. Cependant, nous avons peu de sources fiables qui puissent nous le démontrer.

L'agriculture biologique a de nombreux aspects positifs, qui ne sont malheureusement pas mis en valeur. Grâce notamment à l'absence de pesticides, la biodiversité, c'est-à-dire les abeilles, les guêpes, les plantes..., se maintient. Il faudrait donc plus de cultures biologiques pour voir renaître la biodiversité qu'on est en train de perdre. En effet, celle-ci disparaît sous l'effet des pesticides, des insecticides utlisés. Les champs dits « biologiques » ont donc plus de capacité à supporter la présence de la biodiversité que les champs de culture intensive. Pourquoi ces informations ne sont-elles pas prises au sérieux ?

Depuis plus de trente ans, nous utilisons de façon massive les pesticides et insecticides dans le but d'avoir une récolte qui se doit d'être la plus rapide mais aussi la plus productive. Pour les Français, il en faut plus et le plus rapidement possible. Avoir des tomates en hiver ne pose pas de problèmes à certains d'entre nous. Cependant, il faut utiliser en masse les pesticides et autres pour que cela se fasse. Cette utilisation de produits chimiques est nocive pour notre santé car certains résidus restent sur les fruits, les légumes, les céréales et même sur la viande. Contrairement à l'agriculture productiviste, l'agriculture biologique n'utilise pas de pesticides. C'est bénéfique pour notre santé. Cela devrait être également médiatisé et être plus étudié en profondeur car nous savons finalement peu de choses sur l'agriculture biologique.

Aujourd'hui, il s'avère que les sols se dégradent. Les récoltes et autres produits sont de moins bonne qualité, puique nous utilisons de nombreux produits chimiques qui détruisent les bienfaits de certains fruits ou légumes par exemple. Cependant, cette information est souvent mise de côté. Médiatiquement, peu de reportages sont destinés aux sols agricoles. Ce qui est bien dommage puisque les sols sont l'avenir de l'agriculture. Sans divulguer cette information, nous sommes en train de cacher quelques points positifs concernant l'agriculture biologique notamment l'exploitation de sols beaucoup plus entretenus.

L'analyse du cycle de vie (ACV) est une méthode qui permet d'évaluer les impacts environnementaux liés à l'agriculture et pourquoi pas de comparer les résultats entre l'agriculture biologique ainsi que l'agriculture productiviste. Cependant, cette méthode n'est pas des plus fiables. En effet, si un éleveur souhaiterait transiter à l'agriculture biologique, il lui faudrait beaucoup plus de place, ou beaucoup plus de surface agricole. Ceci nécessite une certaine déforestation. Il est donc difficile aujourd'hui d'évaluer les impacts environnementaux concernant certaines transitions agricoles. La méthode de recherche est insuffisante, elle ne prend pas en compte les nombreux critères de chaque type d'agriculture.

L'agriculture biologique est-elle réellement l'exemple à prendre en considération ? Certaines personnes pensent que l'agriculture biologique respecte toutes les normes attribuées.Ce qui peut être le cas dans la plupart des produits. Mais respecte-elle réellement tous les critères ?

On est dans le droit de nourrir ses bêtes avec du maïs biologique tout en les laissant enfermées dans des box, les empêchant de voir la lumière du jour. Cette viande aura donc sur le packaging le logo « issu de l'agriculture biologique » ce qui est assez malheureux car les conditions d'élevage ne sont pas dignes d'une agriculture biologique. L'agriculture biologique nous cache donc bien des choses.

Marc Dufumier est professeur à l'AgroParisTech. Dans sa tribune, il remet en question la Politique Agricole Commune (PAC) qui, selon Ursula von der Leyen, doit être révisée.

La politique agricole commune est mise en place dans l'attention de bien subventionner les agriculteurs, c'est-à-dire de les aider financièrement afin de favoriser l'activité d'intérêt général à laquelle ils se livrent. Cependant, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, pense que l'on devrait subventionner les acteurs de la production qui

travaillent dans des secteurs étant non nuisibles à l'environnement. Certes, avec la mise en place du Brexit, le budget européen est en chute libre, entraînant également une chute des subventions attibuées aux agriculteurs. Le climat extrême n'est là que pour empirer la situation. En passant par la grêle, les innondations, la sécheresse..., les agriculteurs doivent s'adapter à ce climat qui ne cesse d'évoluer. Changer les habitudes demande beaucoup de temps et d'argent, du fait qu'il faudrait plus subventionner les agriculteurs pour les aider à transiter vers un nouveau mode de production.

Aujourd'hui, on essaie de réviser la PAC, qui subventionne les agriculteurs par rapport à la surface d'exloitation. C'est-à-dire que plus on a d'espace pour cultiver, plus on touche des subventions. Avec ce principe, de nombreux agriculteurs, souvent endettés, essaient d'augmenter leur surface agricole dans le but de recevoir le plus de subventions possible. Cependant, le fait d'augmenter les surfaces agricoles signifie qu'il faudrait utiliser plus de pesticides, de même que les machines agricoles vont être plus mobilisées, augmentant les emissions de gaz à effet de serre. Cette PAC est donc à réviser, comme le souhaite Ursula von der Leyen.

Cette nouvelle PAC subventionnerait les agriculteurs qui font un effort environnemental. Pour être plus précise, cette règle subventionne les agriculteurs qui eux, en échange, respectent l'environnement, la biodiversité. La nouvelle PAC favorise donc plus l'agriculture biologique, l'agriculture qui respecte l'environnement, la biodiversité, la santé de l'Homme...

Comme le dit l'auteur de la tribune, l'ancienne PAC considérait les agriculteurs comme des « mendiants », qui augmentent leur surface agricole juste dans le but de recevoir les subventions de l'Etat. La nouvelle révision de la PAC permettrait donc d'inciter les agriculteurs à agir pour vaincre le réchauffement climatique. De plus, ce « contrat » aurait pour but d'améliorer le sort de l'environnement. Il y aurait une augmentation de la végétation ce qui entraînerait une biodiversité plus massive. De même que les produits chimiques seront de moins en moins utilisés, on arrêterait aussi les importations de soja, cet aliment étant une des causes de la déforestation en Amazonie.

Le principal défi de la COP 25 était de diminuer les importations de produits tels que le soja ou autre type de légumineuses. C'est un des souhaits du président Emmanuel Macron. Il voudrait que les importations de légumineuses diminuent. De plus, nous avons les moyens en Europe de cultiver ce genre d'aliment. Il nous suffirait juste d’y consacrer 4,6% de nos terres exploitables. Arrêter les importations aurait aussi un impact sur l'importation de gaz qui permet de fabriquer l'engrais azoté. Celui-ci ne serait plus importé et les sols deviendraient moins pollués par ces engrais.

Cependant, en ce qui concerne la nouvelle PAC et les souhaits de la COP 25, ces engagements sont toujours en attente. La France est au ralenti et a du mal à tenir ses engagements.

Anne-Cécile Suzanne, agricultrice en polyculture élevage, dénonce l'incapacité de la France et de l'Union européenne à faire respecter les normes qu'elles fixent sur l'agriculture. Aujourd'hui, la France diminue la consommation de molécules chimiques qui servent à la fabrication de pesticides. Avec cette diminution et ces contraintes concernant l'utilisation de pesticides, la France se doit d'investir dans l'agroécologie, ensemble de moyens agricoles qui permettent un melleur respect de l'environnement. Cet investissement, très coûteux, serait un « acte suicidaire ». En effet, le fait de produire mieux a pour conséquence une diminution de la production suivie par une augmentation des prix. Ce qui est assez logique. Une agriculture biologique nécessite beaucoup plus d'espace et beaucoup plus de temps. Ce temps est pris en compte dans le prix afin de rémunérer au juste prix les producteurs. Cependant, le refus de

l'industrialisation et le peu de production nous incitent à importer beaucoup de produits issus de l'étranger, avec des normes totallement différentes que celles en France.

La France a des normes nationales, ce qui l'empêche de progresser. Elle a de plus en plus recours aux importations et sa bonne place d'exportatrice mondiale (3ème mondiale) n'était que fictive (6ème mondiale). Elle se fait également de plus en plus petite face à l'Europe. La France doit se reprendre en main. Après que le gouvernement demande à ce que la production soit d'une qualité supérieure, de nombreux agriculteurs se sont convertis dans le local ou dans le bio, à la demande des Français, qui se soucient de plus en plus sur la souffrance animale et les pesticides utilisés. Ces efforts collectifs ne sont cependant pas récompensés puisque l'on retrouve encore dans des centaines de magasions des fruits et légumes provenant d'Espagne, du Maroc, avec une liste de pesticides à rallonge, on peut aussi trouver de la viande sans origine fixe et souvent élevée sans la lumière du jour. Tous ces produits venant de l'étranger ne sont pas chers et ont des pris très attractifs, c'est pour cela que les gens se jettent dessus pensant faire une bonne affaire. Cependant, on cache beaucoup de choses au consommateur qui va acheter ces produits. Il ne savait peut-être pas que sur certaines pommes des pesticides sont utilisés et des ont des conséquences aggravantes sur le QI des plus jeunes. Il ne savait peut-être pas que la viande qu'il vient d'acheter a été élevée, tranportée et abattue dans d'atroces conditions. On peut encore citer beaucoup d'autres exemples. Il faut juste avoir en tête que si le prix au kilo n'est pas cher pour ce que c'est, c'est que la qualité du produit n'est pas idéale. Les Français veulent toujours plus, toujours mieux (manger bio, local, végétarien...). Mais pour cela, il faut qu'ils agissent et qu'ils soutiennent les producteurs français. Sans cela, tout est perdu et les importations seront notre seule issue.

Selon Anne-Cécile Suzanne, la population française est « lâchée » par le gouvernement. De même que les agriculteurs qui sont pour la plupart sous-payés et oubliés. Notre production agricole n'est pas digne de nos attentes. Pour que cela change, il faut que la France accepte le changement. Qu'elle fasse respecter ses propres normes sinon tout cela n'est qu'une illusion, un « mirage ».

Le salon de l'agriculture (qui a pu se tenir juste avant le confinement) est l'occasion pour la plupart des agriculteurs de défendre leur production et même de convaincre les nombreux visiteurs à changer leur façon de manger, en passant par le local ou le bio par exemple.

Aurélie MADELENAT (1ère 9), le 14 avril 2020